

L'OTAN qualifie l'Algérie de « risque pour la sécurité » de l'Europe

L'alliance politico-militaire (l'OTAN), estime que l'Algérie pourrait copier la Russie, et utiliser ses livraisons de gaz algérien aux pays d'Europe du Sud comme une arme géopolitique, rapporte l'Agence [Ecofin](#)

L'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) a qualifié l'Algérie de « risque pour la sécurité de l'Europe », selon un document confidentiel dévoilé par la version germanophone du site d'information américain Business Insider.

L'alliance politico-militaire a précisé dans ce document datant de début juin, que la menace provient des livraisons de gaz algérien aux pays de l'Europe du Sud, et plus particulièrement à l'Espagne.

« Il y a un risque que l'Algérie utilise ses livraisons de gaz comme moyen de pression politique, à l'instar de la Russie. Cela représenterait un risque pour la résilience politique et économique de l'Europe. A long terme, cela menacerait le statut de l'Algérie en tant que fournisseur d'énergie pour l'Europe », a estimé l'OTAN.

Le document consulté par Business Insider ne mentionne pas de solution, mais rappelle que la sécurité énergétique est considérée depuis de nombreuses années comme « un facteur important en matière de politique étrangère et de sécurité, y compris au sein de l'OTAN ».

Les inquiétudes de l'OTAN quant à l'utilisation par l'Algérie des livraisons de gaz comme « arme géopolitique » interviennent après la menace brandie, le 27 avril dernier, par l'Algérie de rompre le contrat de fourniture de gaz à l'Espagne si elle venait à l'acheminer « vers une destination tierce ».

Le géant algérien des hydrocarbures, Sonatrach, fournit bon an, mal an plus de 40 % du gaz naturel importé par l'Espagne, dont l'essentiel lui parvient à travers le gazoduc sous-marin Medgaz, d'une capacité de 10 milliards de mètres cubes par an.

Une autre partie du gaz algérien arrivait jusqu'en octobre 2021 en Espagne à travers le Gazoduc Maghreb Europe (GME) passant par le Maroc. Mais Alger l'a fermé après la rupture en août de ses relations diplomatiques avec Rabat, privant ainsi le Maroc du gaz algérien qui transite par son territoire.

La fermeture de cet important gazoduc et la menace de rompre le contrat de fourniture de gaz à l'Espagne avaient fait suite à la décision de l'Espagne d'autoriser « le fonctionnement en flux inverse, du Gazoduc Maghreb Europe » pour « aider Rabat à garantir sa sécurité énergétique ».

Les mesures de rétorsion prises par Alger interviennent dans un contexte de montée de tensions diplomatiques entre l'Algérie et l'Espagne sur le dossier du Sahara occidental.

Après avoir longtemps opté pour une position neutre sur ce dossier très sensible, l'Espagne avait opéré, le 18 mars dernier, un revirement spectaculaire, en apportant publiquement son soutien au projet d'autonomie marocain. Ce qui a suscité la colère d'Alger.

Après avoir rappelé son ambassadeur à Madrid le 19 mars, l'Algérie a suspendu il y a une semaine un traité d'amitié, de bon voisinage et de coopérations conclues en 2002 avec l'Espagne, avant de suspendre ses échanges commerciaux avec elle. Cette suspension ne concerne pas jusqu'ici le gaz naturel.